chrétien à un gouvernement de l'UP signifiait donc celui d'un gouvernement pro-capitaliste à un gouvernement pro-socialiste. D'où l'importance des différences entre un juge nommé par la DC

et un autre par l'UP, entre un journal de la DC et un autre de l'UP. Pour s'en convaincre, il suffit de revenir sur ce qui s'est passé concrètement de 1970 à 1973.

UN LABORATOIRE POUR LE CHRISTIANISME DE DEMAIN

Parmi ceux qui sont tués, torturés, emprisonnés, cachés et expulsés au Chili, depuis le coup d'Etat du 11 septembre, il y a un nombre significatif de chrétiens engagés, dont plusieurs prêtres, religieux et religieuses. Bien sûr, ce phénomène va de pair avec le fait que l'Eglise, en tant qu'institution, se soit acclimatée assez bien au nouveau régime militaire et que des évêques aient même accepté de célébrer pour la Junta le « Te Deum » traditionnel « à la gratitude nationale », à l'occasion de la fête nationale du 18 septembre ! Mais il n'en demeure pas moins qu'une fraction minoritaire mais importante de l'Eglise est touchée par la contre-révolution. Et ça, c'est nouveau ! Les chrétiens ont l'habitude d'être dérangés considérablement par les révolutions (la Chine en 1949, Cuba en 1959), mais très peu par les contre-révolutions !

Je suis profondément bouleversé par la brutale répression qui s'abat sur le peuple chilien depuis le début de septembre. Mais, en tant que chrétien, j'ose dire que je suis content qu'un morceau d'Eglise soit touché aussi. Ceux qui sont réprimés aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui se sont impliqués du côté du peuple depuis 5 ans. En ce sens, le Chili des dernières années a été un laboratoire pour le christianisme de demain. C'est la première fois, à ma connaissance, qu'un secteur large et publiquement connu de chrétiens s'implique sans complexe et au nom même de leur espérance libératrice dans un processus révolutionnaire.

Pourtant, lors de l'élection de 1964, l'Eglise chilienne, de la tête aux pieds, était démocrate-chrétienne. Seuls quelques chrétiens, sur une base individuelle, avaient appuyé le Front Populaire du temps. L'affrontement entre le Parti démocrate chrétien et le Front Populaire avait même pris la forme d'un affrontement entre chrétiens et marxistes. Les évêques avaient fait une déclaration publique, au cours de la campagne, pour rappeler l'incompatibilité entre le christianisme et le marxisme; ils avaient invité les chrétiens à ne pas donner leur vote à la coalition socialiste.

Mais, entre l'élection de 1964 et celle de 1970, il s'était passé des choses. Vers 1966-1967, le gouvernement démocrate chrétien, qui avait annoncé la « révolution dans la liberté », continuait à parler beaucoup de la liberté et s'occupait peu de faire la révolution. A cause des liens entre le gouvernement et la bourgeoisie chilienne et internationale, les projets de réformes étaient ralentis ou mis au rancart. Devant cela,

plusieurs militants démocrates-chrétiens commençaient à expérimenter une grande frustration. Pendant un certain temps, ils tentèrent de régler leur différend à l'intérieur du parti. Puis ils réalisèrent que c'était peine perdue: Frei tenait l'appareil en mains et n'entendait pas le mettre au service des masses populaires. C'est alors que le Parti démocrate-chrétien connut un premier fractionnement: les militants plus à gauche quittèrent le parti et fondèrent tout de suite une nouvelle formation politique, le MAPU (1969), qui se solidarisa avec le Parti socialiste et le Parti communiste. Parmi les fondateurs du MAPU, la majorité étaient des chrétiens, et leur entrée dans la coalition de gauche eut pour effet de porter une première fissure au visage démocrate-chrétien de l'Eglise de 1964.

Si bien que, à l'élection de 1970, l'affrontement entre le PDC et l'UP ne pouvait plus prendre la forme d'un affrontement entre chrétiens et marxistes. A cause du MAPU, la présence de chrétiens dans l'UP prenait une forme publique. C'est dans ce contexte que les évêques se sont tus, pendant la campagne électorale de 1970, au sujet de l'incompatibilité entre le christianisme et le marxisme.

A la suite de la victoire d'Allende, il était su que plusieurs chrétiens étaient militants ou sympathisants de l'UP. Mais le phénomène prit une envergure plus grande encore, en avril 1971, lorsque 80 prêtres déclarèrent publiquement, après une session de travail, leur option du côté des travailleurs et en faveur du socialisme:

Nous nous sentons impliqués dans ce processus et nous voulons contribuer à son succès. La raison profonde de notre engagement est notre foi en Jésus-Christ qui s'est incarné dans les situations historiques de l'homme. Etre chrétiens, pour nous, cela signifie être solidaires. Etre socialistes, au Chili, présentement, cela signifie collaborer au projet collectif que notre peuple s'est donné. En tant que chrétiens, nous ne voyons aucune incompatibilité entre le christianisme et le marxisme [...] En effet, le socialisme nous ouvre à l'espoir que l'homme puisse devenir plus complet et, par là même, plus évangélicisé. C'est-à-dire plus en conformité avec Jésus-Christ qui est venu pour libérer les hommes de tous les esclavages. (Cité dans *Relations*, juillet-août 1971, p. 207.)

Cette prise de position publique eut beaucoup de retentissement. D'une part, elle porta un autre coup au Parti démocrate-chrétien habile pour instrumentaliser le christianisme de son côté. D'autre part, elle permit à d'autres chrétiens luttant du côté des paysans, des Mapuches, des « pobladores », des ouvriers et autres petits salariés de se solidariser entre eux pour s'adonner à un nouveau type de réflexion chrétienne liée à leur expérience de participation à la construction du socialisme. C'est ainsi que le « groupe des 80 » ne tarda pas à s'élargir à la dimension du pays et adopta le nom de « chrétiens pour le socialisme »¹. En 1972, à l'occasion du congrès latino-américain des « chrétiens pour le socialisme », le groupe chilien comptait déjà environ 500 membres sur toute la longueur du pays. Il eut une grosse influence sur le déroulement de l'assemblée et sur la déclaration finale (cf. *Relations*, juin 1972).

Pas surprenant, dans ce contexte, qu'un groupe significatif de chrétiens soient frappés par la répression. Ces chrétiens représentent une avant-garde au plan du christianisme mondial. Déjà leur expérience constitue un point de référence stimulant pour plusieurs autres chrétiens latino-américains, européens, vietnamiens et québécois qui sentent, eux aussi, à partir de leurs solidarités concrètes avec les « petites gens », que l'évangile tire à gauche lorsque c'est à gauche que les forces vives de la société de demain luttent pour un monde fraternel, juste et égalitaire.

Yves VAILLANCOURT.

22.10.73.

1. Gonzalo Arroyo, s.j., le secrétaire de ce groupe, a eu l'occasion de rencontrer certains groupes du Québec au cours des dernières années. Après avoir été soumis à quatre interrogatoires, il avait obtenu un sauf-conduit pour Rome. Aux dernières nouvelles, il aurait été empêché au dernier moment de quitter le Chili.

II — L'année 1971 a été un succès pour l'UP

Il y a un point capital qui est laissé dans l'ombre par plusieurs analyses portant sur ces trois années de gouvernement de l'UP. C'est le fait que la première année a été une année de succès, un succès qui a favorisé la promotion collective des couches populaires et a fait mal aux couches privilégiées. D'ailleurs, pour préparer l'explication des difficultés des années 1972-1973, il faut rappeler comment, dans les premiers mois de son gouvernement, l'UP a réussi à appliquer plusieurs éléments de son programme et, par là, a permis aux travailleurs d'avancer, forçant les capitalistes (étrangers et chiliens) à reculer. En un sens, c'est parce que l'UP a frappé durement la bourgeoisie en 1971 que cette dernière, d'abord de l'extérieur du pays, puis de l'intérieur, s'est concertée, à la fin de 1971, et s'est mise à jouer le tout pour le tout. Ce sont les coups de l'UP qui ont forcé ses ennemis à organiser sa perte.

A son entrée au Palais de la Moneda, le 4 novembre 1970 (soit 2 mois après avoir été élu⁵), le *défi* d'Allende se ramenait à ceci: fort de l'appui des masses populaires organisées (organisations ouvrières, paysannes, et organisations de quartiers), mais muni d'une infime partie du pouvoir politique réel (l'exécutif), il s'était engagé à mettre en branle un processus qui impliquait des transformations structurelles de la société chilienne et à faire tout cela en respectant la légalité établie, i.e. une constitution, des lois, des institutions, des rouages qui reflétaient les intérêts de classe de ceux qui étaient menacés par le changement structurel de l'économie. Avec un petit morceau de pouvoir, il s'agissait, graduellement, d'aller chercher le reste du pouvoir en utilisant les règles du jeu bourgeoises.

Pour l'avoir déjà fait dans un autre article⁶, je n'ai pas l'intention de revenir ici sur le programme économique de l'UP. Qu'il suffise de rappeler que ce programme n'était pas un programme socialiste impliquant l'appropriation sociale de tous les moyens de production. C'était un programme qui voulait préparer les conditions pour construire le socialisme, en faisant passer entre les mains de l'Etat et des travailleurs les moyens de production stratégiques, i.e., les entreprises monopolistes dont le nombre au Chili était d'environ 300, en 1970. En créant un secteur social et un secteur mixte de l'économie, qui

existeraient à côté d'un secteur privé, l'UP voulait contrôler les centres les plus dynamiques de l'économie et, par là, exercer une planification de l'ensemble de l'économie nationale qui tiendrait compte des intérêts de tout le peuple et pas seulement de ceux de la classe dominante. De la sorte, le programme économique de l'UP touchait seulement une catégorie de capitalistes, i.e. les capitalistes chiliens et étrangers — surtout américains — qui avaient les monopoles. Autrement dit, le programme de l'UP devait faire mal seulement aux grands propriétaires terriens (80 hectares et plus) et à la grande bourgeoisie industrielle, financière et commerciale. Les moyennes et petites entreprises ne devaient pas être touchées. En termes politiques, le programme de l'UP voulait favoriser une alliance (au moins pour 6 ans) entre le prolétariat et la bourgeoisie moyenne et petite contre la grande bourgeoisie monopoliste. C'est en ce sens que le programme impliquait certaines transformations structurelles touchant un groupe extrêmement infime et puissant à la fois.

Or, si l'année 1971 a été un succès, c'est en partie dû au fait que l'UP a pu faire un immense pas en avant dans la constitution du secteur social.

Dans certains cas, l'UP a utilisé la procédure normale prévue en faisant adopter une loi spéciale au Parlement. C'est ce qu'elle a fait, en juillet 1971, pour nationaliser les mines du cuivre, de salpêtre, de charbon, etc. Notons que, pour ces entreprises, il était possible d'aller chercher une majorité parlementaire, puisque le PDC avait inséré cette mesure dans son programme électoral de 1970 et que le sens patriotique chilien était lié à cette question.

Dans plusieurs autres cas, l'UP a déjoué les pronostics de l'opposition qui, en vertu de l'article 10 de la Constitution, pensait que le gouvernement serait obligé de faire approuver à la pièce chaque nationalisation. En déterrants de vieux textes de lois passés sous des régimes antérieurs, mais oubliés, tel le Décret 520 (de 1930) qui autorisait l'Etat à intervenir dans les entreprises qui, par le sabotage, le boycottage de la production, ou la mauvaise administration, menaçaient l'ap-

visionnement normal de la population, l'UP a pu, sous l'œil impuissant et traumatisé de la majorité parlementaire, faire entrer dans le secteur social et mixte un grand nombre d'entreprises⁷. C'est ainsi, par exemple, que des interventions rapides ont été effectuées dans tous les monopoles de textile soumis traditionnellement à une grande répression patronale. C'est ainsi que, au début de 1972, à la suite d'interventions sous forme de réquisition, d'achat, d'expropriation ou de récupération des richesses de base, plus de 200 entreprises (industrielles, commerciales, bancaires) appartenaient aux secteurs social et mixte. Cette immense percée s'explique à la fois par la direction offensive donnée à la politique économique de Pedro Vuskovic, ministre de l'Economie, et par la mobilisation des travailleurs. Précisons que, dans plusieurs cas, les initiatives des travailleurs ont amené le gouvernement à intervenir dans des entreprises moyennes et petites, ce qui n'était pas en harmonie avec le programme électoral de l'UP. En un sens, en 1971, la constitution du secteur social s'est effectuée de façon substantielle, mais désordonnée. Par exemple, sur les 90 entreprises considérées comme peu stratégiques, 38 seulement appartenaient au secteur social au début de 1972. Mais c'était déjà suffisant pour signifier une déclaration de guerre à la bourgeoisie monopoliste.

Pour ce qui concerne la réforme agraire, l'UP a étonné, dans ce domaine aussi, par sa rapidité. Jacques Chonchol, le ministre de l'Agriculture, s'est contenté d'utiliser la loi de la réforme agraire passée sous le gouvernement de Frei, quitte à l'appliquer à un rythme trois fois plus rapide. C'est ainsi que, dans la seule année 1971, 1,400 grands propriétaires terriens ont été expropriés, ce qui signifiait l'appropriation par les paysans d'environ 30% des terres cultivables du pays.

En même temps qu'elle s'appliquait résolument et rapidement à modifier les structures de la production industrielle et agricole, l'UP s'empressa également de mettre en œuvre des mesures favorisant une redistribution effective